

# LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

## Chul: la partie cachée de l'iceberg ?

**BÂTIMENTS** délabrés, étanchéité et lieux d'aisances hors d'usage, manque de consommables, etc., sont, entre autres, les maux qui paralysent le fonctionnement du Centre hospitalier universitaire de Libreville (Chul). Des dysfonctionnements qui seraient pour la plupart liés à un problème de trésorerie et aussi de gestion.

Prissilia M. MOUITY  
Libreville/Gabon

**A**NCIENNEMENT connue sous le nom d'hôpital général, la réhabilitation de l'établissement sanitaire devenu Centre hospitalier universitaire de Libreville (Chul) avait pour but d'offrir des soins de qualité et diversifiés aux populations. Sauf que plusieurs années après sa réhabilitation, le Chul est hélas l'ombre de lui-même.

Les plaintes et grèves récurrentes du personnel de cette structure sanitaire sont la preuve que le plus grand hôpital public du Gabon peine à fonctionner tel que souhaité par les plus hautes autorités de notre pays. Ce personnel de santé pointe généralement du doigt les conditions de travail particulièrement épouvantables. Les syndicats du secteur santé relèvent entre autres les problèmes "d'étanchéité, la vétusté de certains bâtiments, les plateaux techniques défectueux, la difficulté d'accès à l'eau de la SEEG et les problèmes d'électricités, de maintenance et entretien



**Il est urgent de redorer l'image et de garantir l'efficacité du Centre hospitalier universitaire de Libreville (Chul).**

des équipements, de ravitaillement régulier de stocks de médicaments, de consommables et réactifs", énumérait lors d'une récente déclaration de presse Dr Christiane Mengue M'Asseko, présidente du Syndicat des médecins fonctionnaires gabonais (Symefoga).

La remise en l'état de certains de ces services ne nécessiterait pas moins de 2 milliards de FCFA, selon des informations reçues. Bien que les services cliniques et médico-techniques soient dotés d'un personnel qualifié et d'un minimum d'équipements nécessaires à la prise en charge des

patients, tous les manquements observés impactent significativement la qualité de l'offre des soins. Il est donc plus qu'urgent de trouver des solutions à ces maux qui seraient en partie liés au problème de trésorerie. Les entrées pécuniaires du Chul pourraient régler une partie des

problèmes, sauf que l'opinion se demande où va cet argent... Dans quelle poche atterrit-il ?

La réponse à cette question exige qu'on établisse les principales lignes de dépenses du Chul à partir de l'exercice budgétaire 2021. Selon une source autorisée, "les charges sociales s'élèvent à environ 2 milliards 500 millions; les dépenses de biens et services à plus de 2 milliards programmées. Seulement la moitié a été réalisée au 31 décembre 2021. Les dépenses d'investissements: plus de 500 millions programmés. Moins de 100 millions exécutés au 31 décembre 2021; dépenses de transferts (allocations au bénéfice des internes-stagiaires): environ 300 millions".

Il y a aussi que les financements du Chul proviennent essentiellement des ristournes de la Caisse nationale d'assurance maladie et de garantie sociale (Cnamgs), dont les assurés constituent presque 90 % des patients de l'hôpital. Mais également des crédits et dotations du propriétaire de la structure sanitaire qu'est l'État. Ainsi, au terme de l'exercice budgétaire clos le 31 décembre 2021, les données financières sont les suivantes: "La facturation de la Cnamgs était fixée à plus de 5 milliards de FCFA. Environ 3 milliards, soit autour de 53 %, ont été payés et encaissés par le Chul. Crédits et dotations de l'État; promis: un peu plus de 2 milliards FCFA; reçu: un peu plus de 1 milliard FCFA, soit environ 55 %", a poursuivi notre source.

La différence entre les charges et les dépenses programmées, indiquées supra et les sommes reçues expliquerait toutes les difficultés du Chul, qui sont aussi dans une moindre mesure, selon leur taille, celles des autres hôpitaux publics du Grand Libreville et du pays. L'irrégularité des versements de la Cnamgs et du budget de l'État ont, entre autres, un impact sur le rythme actuel de fonctionnement de l'hôpital.

### Contrepoint

## Corruption et détournements en sourdine

Serge A. MOUSSADJI  
Libreville/Gabon

**D**EPUIS plusieurs semaines, syndicats et directions des CHU s'efforcent d'attirer l'attention de l'opinion publique sur le fait que le non-versement des ristournes de la Cnamgs serait à l'origine de la situation catastrophique de ces hôpitaux. Tout le monde sait pourtant, même s'ils ne veulent pas le dire au haut et fort, que c'est aussi la conséquence d'une longue tradition de détournements et de pratiques blâmables des agents et responsables des-

dites structures sanitaires.

En effet, lorsque ces nouvelles structures hospitalières sont nées après 2009 pour offrir un cadre de soins appropriés avec des plateaux techniques performants, on pensait que les comportements des agents et dirigeants de santé publique allaient aussi changer. Or, outre la culture des pots-de-vin contre des soins, fortement ancrée dans l'esprit de certains médecins, infirmiers (ières) ou autres personnels soignants, l'on croit savoir que les fonds propres générés, notamment, par le Chul servent davantage à des bandes organisées dans la plus grande opacité.

Un problème pourtant bien connu dans ce milieu depuis des années, mais qui est évoqué sous cape, dans les bureaux et couloirs, en raison de l'omerta qui l'entoure, d'autant plus qu'ils sont nombreux et à différents niveaux qui en bénéficient. Au regard du montant que représente annuellement cette source financière, d'aucuns estiment qu'elle aurait pu être utile, ne serait-ce que pour l'entretien et même le fonctionnement, révèle une source. Ce que les dirigeants, le personnel et même les syndicats n'ont jamais exigé.

On comprend dès lors chaque fois que l'on parle de moyens

pour le fonctionnement du Chul, les ressources propres ne sont guère évoquées, comme si elles n'ont jamais existé. Pourtant, aussi bien les anciens que les nouveaux dirigeants, y compris Guy-Patrick Obiang Ndong, qui en 2020 pointait d'un doigt accusateur les anciens ministres et responsables du Chul, utilisant ces fonds à d'autres fins, plutôt que, par exemple, pour l'achat des médicaments et autres, cette manne peut couvrir certaines charges. Il y a donc urgence de faire la lumière sur ce dossier. Sauf à croire qu'ils ont décidé de fermer les yeux sur cette manne.